

DÉCLARATIONS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING SUR LES CONCLUSIONS DE LA VIIÈME CONFÉRENCE FRANCO-AFRICAINNE ET LE TRILOGUE, AU COURS DE LA RENCONTRE DES CHEFS D'ÉTAT AVEC LA PRESSE, NICE, LE SAMEDI 10 MAI 1980

10 MAY 1980 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Politique étrangère relations franco - africaines

- LE PRÉSIDENT.- Mesdames et messieurs les journalistes,

- Après le Président SENGHOR, doyen de notre conférence, qui a rendu compte de ses délibérations, et à côté du Président HABYARIMANA qui présidait notre dernière conférence à Kigali au printemps dernier, je voudrais à mon tour donner quelques indications sur les conclusions de cette conférence.

- Cette Conférence rassemblait 26 nombre États participants ou observateurs et elle était rehaussée par la présence du Président SENGHOR qui est le président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine, et par celle du Président STEVENS, prochain président de l'OUA. Certains chefs d'Etat n'avaient pu se joindre à nous en raison d'événements bien connus, au succès desquels nous nous associons et je pense au Président LAMIZANA et au Président HOUPHOUET-BOIGNY, doyen de notre conférence, qui accueillaient le Pape JEAN PAUL II dans leurs États.

- Comme l'a dit le Président SENGHOR, cette conférence était centrée sur les questions économiques et sociales. Elle a permis d'établir un dialogue approfondi, cordial et confiant sur les graves problèmes économiques que rencontrent à l'heure actuelle les pays en développement, notamment les pays en développement d'Afrique.

Politique étrangère relations franco - africaines

- Quelles sont les conclusions auxquelles nous avons abouti ? Je mentionnerai les suivantes :

- D'abord, l'indication donnée à nos partenaires que la France poursuivra son effort de coopération quelles que soient les difficultés économiques ou budgétaires du moment, la France maintiendra et poursuivra en 1981 son effort de coopération et d'abord en poursuivant la croissance de ses dotations budgétaires et ensuite, en accroissant substantiellement les interventions de la Caisse centrale de coopération économique CCCE. Des informations plus détaillées vous seront données à cet égard dans le communiqué.

Politique étrangère relations franco - africaines

- Deuxième orientation : c'est celle d'une participation active des pays participants aux négociations globales qui vont s'ouvrir à partir de l'été prochain sous l'égide des Nations-unies et qui constitueront une des formes de la poursuite du dialogue Nord-Sud. Je recevrai d'ailleurs prochainement à Paris, M. WALDHEIM, pour m'entretenir avec lui des conditions dans lesquelles peut se poursuivre et se développer ce dialogue Nord-Sud. Il a été indiqué au cours de la conférence que cette participation des pays africains et de la France serait centrée autour de quatre préoccupations : d'une part les mesures pouvant tendre à assurer l'autosuffisance alimentaire des pays en développement, d'autre part, les mesures pouvant tendre au développement des ressources locales en énergie, qui existent de façon très importante dans la plupart de ces pays et qui attendent d'être mises en valeur et des mesures portant un remède aux difficultés actuelles des balances de paiements de pays en développement et de l'endettement, balances de paiements qui vont être fortement détériorées en 1980 et enfin sur les modalités d'une action particulière en faveur des pays les plus pauvres dont le plus grand nombre se rencontre en Afrique et dont un certain nombre participait à nos délibérations.

Politique étrangère relations franco - africaines

- Troisième conclusion importante dont la signification va aller au-delà des murs de notre Conférence, c'est celle à laquelle faisait allusion tout à l'heure le Président SENGHOR. Il s'agit du soutien net et actif apporté au projet de trilogue entre les pays africains, les pays arabes et les pays européens. L'idée avait été lancée, on l'a rappelé, l'année dernière à la conférence de Kigali. Depuis, un travail de contacts et de réflexions s'était poursuivi. Nous avons noté le soutien net et actif de l'ensemble des participants, y compris les autres personnalités auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, en faveur de ce projet.

Politique étrangère relations franco - africaines

- Quatrième conclusion : c'est celle que vient de développer le Président SENGHOR, qui avait été investi d'une mission particulière à cet égard, et qui consiste à rechercher la mise en place d'une structure adaptée de la francophonie, conservant un caractère de souplesse mais, en même temps, un degré suffisant d'organisation pour être le -cadre de rencontres ministérielles et, le moment venu, à la suite des travaux de préparation des ministres des Affaires étrangères, d'une rencontre possible au sommet.\

`Politique étrangère ` relations franco - africaines`

- Les travaux se sont terminés par l'invitation qui nous a été adressée par le Président MOBUTU de tenir la prochaine conférence franco - africaine dans son pays, c'est-à-dire au Zaïre, à Kinshasa, au printemps de 1981 : c'est le mois de juin qui a été suggéré par le Président MOBUTU pour la tenue de cette prochaine conférence franco - africaine.

- Avant de répondre, ainsi que le Président SENGHOR et le Président HABYARIMANA, aux questions que vous nous poseriez, je vous dirai en conclusion que, dans un monde dont chacun connaît, constate, et d'ailleurs regrette, l'état de tension, la VIIème conférence franco - africaine de Nice constitue un exemple de relations internationales fondées sur le respect réciproque, l'égalité des droits et la mise en commun des efforts au service des grandes causes de l'humanité de notre temps, que sont le développement économique et le progrès social.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République française, si nous parlions un peu du trilogue. Vous en avez discuté avec bonheur au cours de votre voyage dans les Emirats. Vous en avez discuté, j'estime avec bonheur, au cours de cette conférence. Pouvez-vous nous préciser les positions respectives de nos partenaires européens, la Grande-Bretagne aussi naturellement, et nous dire si, le cas échéant, d'autres pays que ceux appartenant à la Communauté européenne pourraient prendre part au trilogue final ?

- LE PRESIDENT.- Bien volontiers, mais c'est ici une conférence franco - africaine, ce n'est pas une conférence européenne. Il y en a eu suffisamment de récentes pour que je reste sur mon sujet. En ce qui concerne le projet de trilogue, nous avons toujours indiqué que les pays européens concernés étaient d'une part, les pays de la Communauté économique européenne `CEE`, et d'autre part, ceux des pays d'Europe qui portent un intérêt particulier à leurs relations avec les pays en développement d'Afrique ou avec les pays arabes. Il y a en effet un certain nombre de pays européens non membres de la Communauté économique européenne qui ont manifesté leur intention de participer à ce trilogue.

- Pour ce qui est de la Communauté économique européenne, je m'en suis entretenu d'une manière non formelle avec les chefs d'Etat déjà à deux reprises. Et j'ai donc recueilli de leur part une réaction qui est une attitude positive. Nous n'avons pas jusqu'à présent parlé de procédure, parce que j'attendais que les questions de procédure soient elle-mêmes clarifiées du côté de nos autres interlocuteurs. Les prochaines échéances vont être les suivantes : c'est de savoir comment les pays de l'Organisation de l'Unité Africaine `OUA` vont définir un premier mandat exploratoire qui pourrait être confié à leur secrétariat général, et comment les pays de la Ligue Arabe vont eux-mêmes confier un premier mandat exploratoire à leur secrétariat. C'est alors que nous demanderons, à l'occasion d'une des prochaines rencontres européennes, qu'un mandat symétrique soit élaboré entre les Neuf membres de la Communauté économique européenne. Mais j'ai trouvé auprès de mes partenaires un accueil tout à fait compréhensif et positif, de ces premiers échanges de vues.\